

**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**



Original: français

No.: ICC-01/12-01/18
Date : 9 novembre 2018

LA CHAMBRE PRELIMINAIRE I

Devant : M. le Juge unique Péter Kovács

SITUATION EN REPUBLIQUE DU MALI

AFFAIRE

***LE PROCUREUR c. AL HASSAN AG ABDOUL AZIZ AG MOHAMED
AG MAHMOUD***

Public

Avec Annexe A confidentielle

**Quatorzième communication du Bureau du Procureur
concernant la divulgation d'éléments de preuve relevant de la règle 77**

Origine: Bureau du Procureur

Document à notifier en application de la norme 31 du *Règlement de la Cour* à :**Le Bureau du Procureur**

Mme Fatou Bensouda

M. James Stewart

Le conseil de la Défense

Me Yasser Hassan

Les représentants légaux des victimes**Les représentants légaux des
demandeurs****Les victimes non représentées****Les demandeurs non représentés****Le Bureau du conseil public pour les
la victimes****Le Bureau du conseil public pour
Défense****Les représentants des Etats*****L'Amicus Curiae*****LE GREFFE****Le Greffier**

M. Peter Lewis

La section d'appui à la Défense**L'unité d'aide aux victimes et aux témoins****La section de la détention****La section de la participation des
victimes et des réparations****Autres**

Introduction

1. Le Bureau du Procureur procède par les présentes, en conformité avec la règle 121(2)(c) du Règlement de procédure et de preuve, à la communication d'éléments de preuve en sa possession divulgués en application de la règle 77 dudit Règlement et de l'article 67(1)(b) du Statut de Rome.

Observations

2. Ce jour, vendredi 9 novembre 2018, le Bureau du Procureur a divulgué à la Défense le *Paquet Pré-confirmation Règle 77 n°14* contenant 25 éléments de preuve.
3. Ces 25 éléments de preuve sont listés et décrits dans le tableau joint en Annexe A.
4. Il s'agit essentiellement de procès-verbaux d'audition d'un témoin, de transcriptions de déposition d'un témoin et de documents y afférents, d'une vidéo publique en relation avec le conflit armé, d'un résumé de plainte d'une victime reçue en l'état avec des expurgations et d'une note d'enquêteur relative au décès d'un témoin.
5. Les métadonnées de 19 des documents visés dans ce paquet comportent des expurgations¹. Ce faisant, le Bureau du Procureur a agi conformément à la décision du Juge unique en date du 16 mai 2018 : des pseudonymes ont été appliqués ; les codes d'expurgation tels que définis par le Juge unique ont été utilisés².

¹ Les documents numérotés 1 à 18 et 25.

² ICC-01/12-01/18-31, par. 29.

6. Ainsi :

- le code A.2.6 a été utilisé pour le document numéroté 10 ;
- le code A.4 a été utilisé pour les documents numérotés 2 à 9 et 11 à 18 et 25 ;
- le code A.6.2 a été utilisé pour le document numéroté 10 ; et
- le code A.8 a été utilisé pour le document numéro 1 (ce code a été utilisé pour expurger le nom d'une analyste de la Division des enquêtes. Cette dernière est amenée à voyager pour certaines missions en soutien aux enquêteurs. La divulgation de son nom risquerait de nuire à la bonne conduite des enquêtes de l'Accusation et d'obérer le bon déroulement de ses opérations).

7. Les différents codes d'expurgation et pseudonymes appliqués sont directement apparents dans les métadonnées concernées.

8. S'agissant du contenu des documents de ce paquet, les codes d'expurgation suivants ont été utilisés :

- le code A.1 a été utilisé pour les documents numérotés 2, 6 à 9, 14 et 19 à 24 ;
- le code A.3.2 a été utilisé pour les documents numérotés 14 et 19 à 24 ;
- le code A.4 a été utilisé pour les documents numérotés 2, 6 à 8, 14 et 19 à 25.

9. Les codes et pseudonymes appliqués dans le contenu des documents sont listés dans le tableau en Annexe A (dans la colonne de droite intitulée *ICC-01/12-01/18 Expurgations appliquées dans le contenu du document*). Le champ *Pseudonymes* dans *Ecourt* contient aussi les pseudonymes employés.

10. Ces expurgations n'entravent pas la capacité de la Défense de prendre utilement connaissance des documents en cause.

Confidentialité

11. Le Bureau du Procureur dépose l'Annexe A comme confidentielle dans la mesure où il s'agit notamment d'un processus *inter partes* entre le Bureau du Procureur et la Défense.



Fatou Bensouda, Procureur

Fait le 9 novembre 2018

A La Haye (Pays-Bas)